

Europe

Le Parlement s'affirme

La fronde actuelle du Parlement européen est sans doute une bonne nouvelle pour les agriculteurs.



En contestant la composition de la commission très conservatrice et très libérale de M. Barroso, le Parlement européen a créé une situation inédite au sein des institutions européennes. Cette crise est une bonne chose pour la démocratie et pour l'Europe. C'est aussi une bonne nouvelle pour les agriculteurs qui ont besoin d'un vrai contre-pouvoir au sein des institutions européennes. Le refus du Parlement d'agréer la nomination du commissaire italien Rocco Buttiglione, et les fortes réserves émises sur la nomination de quatre autres commissaires (Mariann Fischer Boel pour le Danemark, Ingrida Udre pour la Lituanie, Neelie Kroes pour la Hollande et Laszlo Kovacs pour la Hongrie) ont conduit le Président Barroso à reporter le vote du Parlement sur l'ensemble de la nouvelle Commission pour éviter un échec humiliant.

Cet événement revêt une grande importance au moment où les chefs d'États européens s'apprêtent à signer la future constitution de l'Union. En effet, pour la première fois, le Parlement a pris le parti d'affronter ouvertement l'exécutif européen. Malgré les nombreuses pressions et tractations, les groupes socialiste, vert

et une partie du courant libéral sont restés fermes dans leur opposition et ont contraint M. Barroso à engager le remaniement d'une équipe nommée par les gouvernements de l'Union Européenne. Le Parlement renforce donc son pouvoir au détriment d'une commission jusque-là toute puissante.

Un premier pas vers l'Europe des peuples

Même remaniée, la future commission européenne aura perdu dans l'affaire une part de son autorité et de sa légitimité. A tous points de vue, cette sanction est méritée. M. Barroso a pris la tête d'une équipe très marquée politiquement et cette orientation, qui résulte d'arbitrages intergouvernementaux, n'a jamais fait l'objet d'un débat soumis aux citoyens européens. Le mode de désignation de

la commission est très peu démocratique. En retour, il impose à celle-ci sinon la neutralité, du moins un minimum de réserve. Or, dès sa désignation, M. Barroso et le représentant de la Grande-Bretagne à la commission ont multiplié les déclarations passablement hostiles vis-à-vis de tous ceux, dont la France, qui estiment que l'Europe doit défendre un modèle économique original et une stratégie internationale indépendante des États-Unis. Cette coloration de plus en plus libérale et atlantiste de la commission européenne ne date pas d'hier et les propos très agressifs de l'ancien commissaire au marché intérieur, Frits Bolkestein, contre les stratégies économiques de la France et de l'Allemagne, montrent que la précédente commission était déjà largement acquise aux principes libéraux de dérégulation maximum. Rien d'étonnant dans cette évolution quand on sait que quatre-vingt-dix pour cent des ressources de lobbying à Bruxelles sont anglo-saxonnes (la moitié, parmi elles, étant américaines).

Au-delà de la question des discriminations sociales qui a provoqué le rejet de la nomination de monsieur Buttiglione, c'est sans doute cette imprégnation idéologique de l'exécutif européen, cette proximité de plus en plus évidente des institutions non élues de l'Europe et des milieux d'affaires internationaux qui suscitent aujourd'hui la défiance du Parlement européen. Loin d'être l'indice d'un affaiblissement, ce premier conflit au sein des institutions de l'Union est un signe d'espoir pour de nombreux européens et notamment les agriculteurs qui se voyaient imposés, sans recours ni débat, une doctrine économique et un modèle de société contestés et contestables. En ouvrant, par des voies indirectes, un débat essentiel et en assumant enfin ses responsabilités non écrites, le Parlement européen a fait un premier pas vers l'Europe des peuples. ■



Le Parlement européen de Strasbourg.